

## Communiqués

### « Ou elle coule ou elle ne coule pas ! »

**L'association « Ranimons la cascade ! » communique :**

« De deux choses l'une : ou on veut une vraie cascade à Salles-la-Source. Ou on se résigne à cet épisodique "pissadou" qui ne permettra pas la valorisation tant esthétique qu'économique de ce site exceptionnel. Ou on règle sur le fond cet impensable dossier, véritable modèle de magouille, de copinage et d'atteinte à la légalité républicaine, ou on en rajoute une couche dans ce sens, aux risques et périls de ceux qui continueront à se prêter à ce jeu.

Alors que la décision administrative semble se rapprocher, que nous arrivent des échos, fondés ou non, sur des accommodements de dernière minute destinés à donner le change, nous tenons à rappeler que, comme nous l'avons voté lors de la dernière assemblée générale de notre association, nous n'accepterons aucune solution qui ne donnerait pas un débit d'au moins 400 litres/secondes à la cascade, chaque fois du moins que le débit naturel de la source le permet. Ce chiffre ne découle pas de quelque appréciation fantaisiste mais des mesures mêmes effectuées par nos soins. Elles montrent clairement qu'en des-

sous de ce seuil, la cascade est gravement amputée. Sans parler du préjudice pour tout l'environnement de la rivière et de la tuffière.

Cette position a été adoptée à l'unanimité de nos adhérents. Elle n'est pas négociable.

Nous n'accepterons pas plus le doublement du débit de la conduite forcée qui priverait définitivement le site de la plupart des débits exceptionnels qui attirent tant de visiteurs en période de crue et font la renommée de Salles-la-Source.

Nous combattons avec la dernière énergie tout accord qui ne prendrait pas en compte ces deux éléments.

Nous réaffirmons que la collectivité publique ne doit rien à l'actuel concessionnaire dont les prétentions relèvent de la pure esbroufe et d'un mépris de la population locale digne d'un autre âge.

C'est le seul intérêt général qui guide notre action. Nous avons un devoir à remplir vis-à-vis des générations futures qui ne comprendraient pas qu'on règle dans la tiédeur un dossier aussi important pour le développement local. Nous ne nous y déroberons pas. Ceux qui décideraient de brader ce patrimoine seront jugés à leurs actes. »